



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 33276-1
portant modification de l'arrêté préfectoral n°33276 du 23 décembre 2003
autorisant la société SANDEN MANUFACTURING EUROPE à exploiter
une unité de fabrication de compresseurs destinés à l'industrie automobile
sur la commune de TINTÉNIAC**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°33276 du 23 décembre 2003 autorisant la société SANDEN MANUFACTURING EUROPE à exploiter une installation de production de compresseurs à destination de l'industrie automobile située zone d'activité Le Quilliou sur la commune de Tinténac (35190) ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU les courriers de l'exploitant en date du 3 février 2011, du 29 juillet 2013, du 1er juillet 2014 et du 9 juillet 2021 informant des évolutions apportées à ses installations ;

VU le porter-à-connaissance du 5 mars 2025 présenté par l'exploitant en vue de modifier les activités de l'établissement, notamment par l'implantation d'une nouvelle ligne de fabrication de compresseurs électriques ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1er septembre 2025 ;

VU le porter-à-connaissance en date du 24 septembre 2025 présenté par l'exploitant en vue de modifier les activités de l'établissement, notamment par la création d'un atelier de reconditionnement de compresseurs ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 janvier 2026 ;

VU le courrier en date du 29 janvier 2026 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la modification objet du porter à connaissance n'entre pas dans les cas prévus par l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification objet du porter à connaissance n'est pas de nature à modifier de façon substantielle les impacts, nuisances et risques présentés par l'établissement ;

CONSIDÉRANT en conséquence que la modification n'est pas substantielle au sens des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications intervenues, depuis l'autorisation initiale, sur les installations mais également au niveau de la nomenclature des installations classées nécessitent d'actualiser le tableau de classement ;

CONSIDÉRANT que le bilan des volumes journaliers d'aluminium fondu sur la période allant de 2010 à 2024 et les perspectives à l'horizon 2030 présentés par l'exploitant, ne mettent pas en évidence de dépassement du seuil de 20 tonnes par jour de la quantité d'aluminium fondu ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose de limiter la quantité d'aluminium fondu à 19 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT qu'en limitant la quantité d'aluminium fondu à 19 tonnes par jour au maximum, les installations ne sont plus concernées par la rubrique 3250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et ne relèvent plus du statut IED ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'un suivi journalier par l'exploitant des quantités de métaux fondus afin de s'assurer du respect de la limite de 19 tonnes par jour d'aluminium fondu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Classement des installations

Le classement défini à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 33 276 du 23 décembre 2003 est remplacé par le classement suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques	Régime*
2552 - 1	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550) La capacité de production étant : 1. Supérieure à 2 t/j	La capacité de production est limitée à 19 tonnes / jour	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	La puissance installée est de 2 155 kW : - bâtiment UP 2 = 2 024 kW - bâtiment UP 3 = 131 kW	E
2563-1	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque , par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 litres	Quantité totale mise en œuvre de 24 130 litres : - bâtiment UP 1 = 2 410 L - bâtiment UP 2 = 21 510 L - bâtiment UP 3 = 210 L	E
2940-1.a	Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 1000 litres	Application de résine au trempé. La quantité maximale de produit étant de 6 350 L	E

1185-2.a	<p>Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>Quantité cumulée de 630 kg de fluide R134a contenu dans des équipements sur le site</p>	DC
2575	<p>Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	<p>La puissance maximale de l'ensemble des machines est supérieure à 20 kW :</p> <p>- bâtiment UP2 : en attente confirmation de la puissance du shotblasting</p> <p>- bâtiment UP3 : 35 kW</p>	D
2910-A2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (2) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Installation de combustion d'une puissance totale de 5,78 MW :</p> <p>- bâtiment UP1 : 1,42 MW</p> <p>- bâtiment UP2 : 3,9 MW</p> <p>- bâtiment UP3 : 0,46 MW</p>	DC

2921-1.b	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Installation de refroidissement présente dans le bâtiment UP3 : 588 kW	DC
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Puissance totale installée : 142 kW : - bâtiment UP1 : 33 kW - bâtiment UP2 : 90 kW - bâtiment UP3 : 19 kW	D

(1). Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers

(2). Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

* A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations ne relèvent pas du statut IED.

Le site relève également de la nomenclature loi sur l'eau à travers la rubrique suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	3 piézomètres nécessaires à la surveillance des eaux souterraine	D

* D (Déclaration)

Article 2 : Suivi de l'activité des fours de fusion

Afin de s'assurer du respect de ce seuil, l'exploitant assure un suivi journalier des quantités de métaux fondus. Il réalise un bilan annuel de ce suivi, tenu à disposition de l'Inspection des installations classées, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivante.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

- 1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tinténiac et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Tinténiac et à l'exploitant.

Fait à Rennes, le **09 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général



• Pierre LARREY